

**CRISE ET DEGRADATION DES
CONDITIONS DE VIE
DANS LES VILLES LATINO-AMERICAINES**

Emilio PRADILLA COBOS *

Traduction

Danielle ZASLAVSKY

* Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco-Mexique.

La crise économique dramatique dans laquelle s'enfoncent depuis quatre ans les pays latino-américains, ainsi que les politiques d'"Austérité" de "Réajustement" et de "Réorganisation économique" mises en pratique par leurs gouvernements ont déclenché un processus de paupérisation absolue ou relative affectant la majeure partie de la population tant rurale qu'urbaine. Dans les villes, les conditions de vie déjà misérables des travailleurs se dégradent de plus en plus. Ainsi, la croissance urbaine accélérée, le chômage massif, la pénurie de logements, d'infrastructures et de services sociaux, le manque de transports publics, ont entraîné la mise en place de divers moyens de subsistance tels que la vente ambulante, le lavage et la garde de voitures, la prostitution, la mendicité, le vol, etc. Tous ces phénomènes qui ont pris naissance à l'époque de l'expansion des économies capitalistes dans les pays latino-américains après la Deuxième Guerre mondiale ont atteint aujourd'hui des niveaux dramatiques. La crise économique mondiale affecta les pays d'Amérique Latine dans les années 1970 ; mais c'est surtout l'actuelle phase de récession qui est responsable d'une situation aussi désastreuse. Pour en comprendre le mécanisme, il nous faut appréhender les relations complexes qui unissent les processus économiques à l'échelle régionale et mondiale, les politiques anticrise des gouvernements latino-américains, ainsi que le fonctionnement de leurs secteurs industriels et des organismes financiers internationaux. Nous devons chercher à analyser les effets des uns et des autres sur les conditions de vie des masses laborieuses latino-américaines ainsi que les structures urbaines. Enfin, nous verrons quelles réponses peuvent trouver les populations ainsi affectées par un processus économique auxquelles les soumettent les régimes politiques dominants pour se maintenir sur notre continent.

I. LA DEGRADATION DES CONDITIONS DE VIE DANS LES VILLES LATINO-AMERICAINES

Le processus de concentration de la population latino-américaine dans les grands centres urbains poursuit inexorablement son cours. Il est déterminé par les effets du développement capitaliste sur la distribution territoriale de la population. En 1960, le quart de la population habitant dans des centres urbains de plus de 100.000 habitants ; en 1970, ce pourcentage était de 32,8 % ; en 1980 il atteignait 40,7% (1). Notons que ces pays regroupent 6 villes de plus de 4 millions d'habitants, 8 entre 2 et 3 millions et 13 agglomérations qui avaient entre 1 et 1,9 millions d'habitants (2). La crise actuelle a réduit la demande de produits agricoles destinés à l'exportation et a fait baisser les prix de ces derniers ; la stagnation de l'industrie a comprimé le marché des matières premières agricoles ; enfin, la chute vertigineuse des revenus des travailleurs a considérablement restreint la consommation des produits agricoles qui leur étaient destinés. La population paysanne en a été doublement affectée : la réduction des investissements capitalistes dans les campagnes et la diminution des superficies semées a entraîné l'expulsion de travailleurs agricoles et d'ouvriers temporaires et a accentué le processus de paupérisation de la petite paysannerie. Ces deux tendances entraînent un accroissement des flux migratoires de la campagne vers les villes, et dans le cas du Mexique et de l'Amérique Centrale (où, aux causes purement économiques s'ajoute une répression violente des gouvernements dictatoriaux contre les guérillas révolutionnaires) une migration vers les Etats-Unis. Ces derniers ont répondu par un durcissement de leur politique migratoire et ont multiplié les arrestations à l'encontre des immigrants illégaux.

Les migrants paysans viennent grossir l'énorme masse de travailleurs sous-employés et des ouvriers que la crise a licenciés de leurs entreprises. Pour cette masse considérable de population privée de tout moyen de subsistance, l'alternative est toujours la

-
- (1) Blitzer Silvia et Hardoy Jorge E. : La Distribución espacial de los préstamos para los asentamientos humanos en América Latina. In : Revista Interamericana de Planificación, Vol. XVII, n°45, mars 1983. Sociedad interamericana de Planificación, México D.F., México, p. 110.
- (2) El Crecimiento de las super ciudades. In : Horizontes Urbanos, vol. 8, n°6, Banque Mondiale, Washington D.C., U.S.A., juillet 1984, p.5.

même : recourir aux activités que les techniciens ou les chercheurs en sciences sociales, attachés aux appareils gouvernementaux appellent idéologiquement "marginales" ou "informelles". Les ventes ambulantes qui faisaient déjà partie du "paysage urbain" se sont rapidement multipliées et ont transformé les rues des grandes villes en énormes marchés à ciel ouvert, où la pauvreté est redistribuée entre les acheteurs, membres des couches populaires paupérisées, et les vendeurs, tout aussi pauvres que leurs clients. Paradoxalement, les industriels trouvent leur compte dans cette situation issue directement de la voie latino-américaine de développement capitaliste et de sa crise. En effet, la chute des ventes est contrebalancée par la multiplication des points d'échange marchand. Les autres activités de subsistance semblent se multiplier au même rythme : lavage et garde de voitures, cirage de chaussures, porteurs, cracheurs de feu et mendiants. Le vol dans les rues, le vol de voitures et de logements bat des records historiques dans nos villes. Seule l'époque antérieure à la révolution industrielle européenne avait connu un processus de "lumpénisation" aussi important ; il réapparaît aujourd'hui dans nos pays après plusieurs siècles de développement capitaliste, de progrès technique, de déploiement de la capacité productive et de domination de la nature. Ajoutons que le développement capitaliste va de pair avec celui de ses forces destructrices, comme en témoigne l'équilibre qui est établi entre la terreur thermonucléaire et la militarisation de l'espace, l'éventualité qui fait tous les jours mourir de faim ou de maladies des millions de personnes parfaitement curables, en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine, ainsi que les centaines de milliers d'enfants condamnés à une vie de handicapés, à cause des déformations irréversibles engendrées par la dénutrition. Les droits de l'homme sont constamment violés dans nos sociétés dont les gouvernements en ont pourtant signé la Charte : des travaux dégradants sont imposés à une population de plus en plus nombreuse et surtout à un nombre croissant d'enfants qui doivent même quitter l'école pour assurer leur survie et celle de leur famille en travaillant dans la rue. Leurs conditions de travail sont inhumaines, inacceptables même pour le plus arriéré des Codes du travail ; ils déambulent des journées entières, par tous les temps, dans les rues, au milieu de la circulation. Ils n'ont ni accès aux services sanitaires, ni droit à la sécurité sociale ou à l'organisation syndicale et luttent seuls contre les lois implacables de l'économie bourgeoise. De plus, ils sont

réprimés par les autorités et la police qui jugent plus important que "le commerce établi ne subisse leur concurrence" ou que les rues "offrent un aspect décent".

Les travailleurs de la construction et des travaux publics ont été fortement touchés par la crise et le chômage massif. Cette branche de la production a été plus particulièrement affectée, premièrement parce que le secteur industriel a réduit ses investissements ou a renoncé à augmenter le volume de ses bâtiments et de ses moyens de production ; deuxièmement parce que le commerce et la banque, généralement demandeurs de nouveaux édifices, ont vu leur croissance paralysée ; et troisièmement parce que les travaux publics importants, champs fondamental d'action des grands monopoles de la construction, ont pâti de l'austérité imposée à la dépense publique. La bourgeoisie n'a pas été, cependant, gravement atteinte. La construction, en effet, ne mobilise pas de masses importantes de capital constant puisque les moyens de production sont obtenus avant le début des travaux. De plus, les travailleurs embauchés ne sont généralement que des temporaires. Ces derniers, par contre, ont terriblement souffert de la récession. Le secteur de la construction est traditionnellement constitué par des ouvriers très peu qualifiés. Ils sont embauchés temporairement par le chantier, parfois durant une période très courte, ce qui évite à l'employeur de payer toute prestation sociale. Aucune qualification n'étant requise pour ce genre d'emploi, ces ouvriers risquent à tout moment de se retrouver au chômage. De plus, étant donné la diversité de leurs origines géographiques, ils leur est très difficile, même au sein d'une même entreprise, de se regrouper pour former une organisation syndicale défensive. Leur dispersion contractuelle est fréquemment aggravée par la présence de sous-embaucheurs qui se comportent comme leurs patrons, alors qu'ils travaillent dans les mêmes conditions. Par ailleurs, le secteur de la construction est encore dominé par la forme primitive et bâtarde du travail à la pièce. Les maçons et leurs aides, très nombreux en période d'essor économique, viennent grossir la cohorte des chômeurs en période de crise. Presque tous les pays latino-américains ont connu, ces dernières années, le même phénomène qui prive totalement de ressources des millions de personnes, y compris des enfants et des adolescents. C'est paradoxalement chez les employés du bâtiment que l'on trouve les premières victimes de la pénurie de logements et de services urbains.

Le manque de logements est inhérent au développement urbain latino-américain (3). Ce problème prend, avec la crise une ampleur insoupçonnée en touchant plusieurs couches de la population : ouvriers qualifiés, fonctionnaires, employés de banque, vendeurs, etc... Considérés jusqu'à présent comme faisant partie des "classes moyennes", ces groupes pouvaient bénéficier, auparavant, des programmes gouvernementaux de logement ou avoir accès à des "logements élémentaires d'intérêt social" produits par une entreprise privée ou même, dans certains cas, ils pouvaient se permettre de louer des logements plus ou moins adéquats. Dorénavant ce n'est plus possible. Selon les pays, divers processus sont à l'oeuvre et peuvent expliquer ce phénomène:

A - Les prix des terrains à bâtir tendent à monter au rythme d'une inflation galopante, tandis qu'une masse de capitaux oisifs qui ne peuvent être réinvestis ni dans l'industrie ni dans le commerce sont acheminés vers la propriété immobilière. D'une part, ces capitaux profitent de la stagnation conjoncturelle du marché qui est due à la "paralysation" de la construction et à la baisse du marché foncier et immobilier ; d'autre part, ils accentuent le monopole foncier traditionnel, en espérant qu'un essor économique réactive le marché et permette de récupérer les rentes foncières accumulées. Par ailleurs, on assiste à la mise en oeuvre de politiques qui limitent et répriment ouvertement l'occupation de terrains périphériques peu rentables et difficilement constructibles (marais, flancs de coteaux, collines, terrains rocaillieux). Ces terrains présentent peu d'intérêt pour leurs propriétaires privés ou publics et fournissent une "alternative" à des millions de pauvres en quête de logement dans nos villes. L'époque où les gouvernements permettaient, et même parfois, encourageaient l'occupation de ces terrains et l'autoconstruction de logement à Mexico, Lima, Bogota, Guayaquil et Ciudad

(3) Il existe déjà de nombreuses recherches sur la question du logement en Amérique Latine ; citons, entre autres, celles de Martha Schteingart, Oscar Nuñez, Priscilla Connolly, Mario Lungo, Samuel Jaramillo, Teolinda Bolivar, Alberto Lovera, Lucio Kowarick, Luis Alvarado, Alfredo Rodriguez, Gustavo Riofrio, Diego Carrión, Gaitan Villavicencio. Cf. Pradilla Cobos Emilio, Ensayos sobre el problema de la vivienda en América Latina. Universidad Autónoma Metropolitana. Xochimilco, México D.F., Mexique 1982.

Guayana est révolue. Aujourd'hui, la situation se présente autrement : les terrains sont pour la plupart occupés, et ceux qui sont lotissables sont monopolisés par des rentiers en quête de spéculation foncière.

B - L'augmentation des prix du sol et des matériaux de construction, plus rapide parfois que l'inflation générale, rendent de plus en plus difficile l'accès à un "logement adéquat", même pour les classes moyennes. En effet, la construction est un secteur "monopolistique", les taux d'intérêt bancaires et hypothécaires sont continuellement en hausse et les revenus réels de l'ensemble de la population toujours en baisse. On en arrive à la situation extrême signalée par Martha Schteingart pour le Mexique, où le logement dit "d'intérêt social" n'est accessible qu'à 7,2% de la population qui reçoit entre 5 et 20 fois le salaire minimum, dans un pays où près des 2/3 de la population gagnent au mieux le salaire minimum (4). Cette situation s'aggrave dans des pays comme la Colombie, le Brésil et le Paraguay où l'on a introduit depuis plus de dix ans le système de "valeur constante" ou réajustement périodique du prix de base du logement selon les indices semblables au taux d'inflation. Il en résulte une hausse de ce prix et une augmentation des taux d'intérêt.

C - La politique de réduction du déficit fiscal qui s'appuie sur l'augmentation des impôts touche d'abord les impôts fonciers, le produit des rentes des logements en location, le coût des écritures concernant les terrains et les immeubles, ainsi que l'enregistrement des baux. Le montant du loyer d'un logement est déterminé à partir des prix en vigueur pour les logements récents, des nouveaux impôts qui lui sont transférés et de l'inflation, cela indépendamment de sa vétusté ou du fait que seule soit payée la rente foncière, une fois amorti l'investissement initial. Dans la mesure où le parc locatif augmente moins vite que la demande et où une partie de celui-ci est accaparé par quelques propriétaires, il en résulte une situation de monopole avec ses corollaires : la pénurie et le niveau élevé des loyers. En conséquence, les baux "illégaux" se généralisent, les expulsions, qu'elles soient légales ou non, se multiplient pour permettre aux

(4) Voir l'excellent travail de Martha Schteingart : El Sector inmobiliario y la vivienda en la crisis. In : Comercio Exterior, n°8, vol. 34, Août 1984. Banco Nacional de Comercio Exterior, México D.F., Mexique.

propriétaires de fixer de nouveaux tarifs de location, en marge de toute législation qui en fixerait les limites.

D - L'augmentation du chômage engendré par la crise entraîne la diminution du nombre des "ayants droit" et de ceux qui cotisent, soit directement ou indirectement, aux organismes gouvernementaux, comme les Fonds Sociaux de Logement pour les Travailleurs. L'accès à ce type d'institution nécessite un travail régulier et l'intervention directe du chef d'entreprise pour inscrire ses employés et cotiser pour eux. Malgré l'aide à la création et à la diffusion apportée par des organismes tels que la Banque Mondiale, ces institutions ne se sont pas généralisées. Les organismes gouvernementaux de logement qui ne fonctionnent pas selon un système de cotisation directe du salarié (apparemment de son patron), mais qui exigent que ce dernier soit "sujet de crédit", touchent également moins de bénéficiaires, dans la mesure où ils exigent un montant minimum de salaire et une relation de travail constante entre l'employé et l'entreprise. Les organismes de logement étatiques et leurs "bénéficiaires" subissent non seulement l'augmentation du prix du sol, des matériaux de construction, des machines, des impôts, de l'inflation et des taux d'intérêt bancaire, mais encore la réduction des investissements et du nombre de "solutions" possibles. En effet, la "dépendance sociale" de l'Etat est marquée par l'austérité ; le recours au crédit externe a pratiquement disparu. Par ailleurs, la recherche de rentabilité, d'autofinancement ou de privatisation de ces organismes rapprochent leur fonctionnement de celui des entreprises privées de crédit hypothécaire, ce qui est inhérent aux politiques d'austérité. On commet fréquemment l'erreur de croire que les faibles taux d'intérêt maintenus dans les organismes de logement gouvernementaux impliquent une subvention de l'Etat ou une dévalorisation du capital. En fait, il ne s'agit pas de capital mais de rentes salariales que chaque salarié ou chaque chef d'entreprise verse à l'Etat sous forme d'avances de capital variable, qui sont ensuite remises aux salariés sous forme de capital indirect ou différé. Les faibles taux d'intérêt ne sont qu'une forme de solidarité entre travailleurs et permettent à quelques-uns d'entre eux de bénéficier d'un logement grâce à la cotisation des autres.

E - Plus de la moitié des logements dans les villes latino-américaines ont été produits par autoconstruction, faute d'une autre possibilité. C'est pourtant une forme de construction qui coûte cher, tant à l'individu qu'à la société. En effet, les processus de travail archaïques, les outils rudimentaires, les constructeurs non qualifiés et les matériaux (souvent des déchets) difficiles à manier augmentent la valeur de la construction par rapport à celle des logements produits dans des conditions techniques moyennes. L'autoconstruction est à la fois l'expression et le symbole de l'exploitation capitaliste aiguë à laquelle sont soumis les travailleurs latino-américains. Elle montre, en effet, que la bourgeoisie n'octroie comme "logement socialement nécessaire" à la reproduction de la force de travail que des taudis surpeuplés, insalubres et précaires : les **vecindades** étroites et malodorantes, où se loge une grande partie de la population. La généralisation forcée de l'autoconstruction, vantée ouvertement par la propagande gouvernementale et par les organismes internationaux de l'impérialisme, représente un bénéfice net pour le capital local. En effet, elle augmente la plus-value que s'approprie le capital, de façon directe (allongement de la journée de travail des ouvriers qui construisent leur logement) ou indirecte (la généralisation de l'autoconstruction décharge les patrons du paiement de cette partie de la valeur de la force de travail et de son équivalent en salaire). Malgré ces avantages très nets, les gouvernements latino-américains ont accordé à l'autoconstruction, dans la pratique, une importance tout à fait secondaire ; ils ont jugé plus commode d'abandonner les travailleurs à leur sort, évitant ainsi, d'engager des fonds publics (5)

Actuellement, l'autoconstruction se présente de moins en moins comme une alternative, puisque la politique gouvernementale interdit les occupations illicites de terrains et les lotissements illégaux, moyens par lesquels l'autoconstructeur accédait à la terre à bas prix, en évitant les coûts d'installation de services et d'infrastructures, les impôts et les écritures légales. Pourtant, l'autoconstructeur doit faire face, d'abord, à une augmentation constante et rapide du prix des matériaux de construc-

(5) Pour une analyse plus détaillée, voir Pradilla Cobos Emilio, Autoconstrucción, Explotación de la fuerza de trabajo y políticas del Estado en América Latina, in Pradilla Cobos Emilio, op. cit.

tion qui, achetés au détail sur place lui coûtent 20% plus cher, ensuite au chômage qui touche souvent plusieurs membres de la famille et enfin à la diminution draconienne de ses revenus réels. Cependant, les politiques gouvernementales tendent à légaliser les occupations foncières déjà réalisées pour pouvoir les intégrer au marché capitaliste et les soumettre à l'impôt. Si quelques programmes gouvernementaux d'autoconstruction sont mis en oeuvre, ils deviennent de moins en moins accessibles étant donné le niveau élevé des rentes foncières capitalisées dans les prix du sol, l'introduction d'infrastructures, les coûts croissants des titres légaux et la fourniture de matériaux industriels. L'autoconstruction est donc de plus en plus étroitement liée au marché capitaliste. Il en résulte une situation paradoxale dans le fait que ces programmes exigent un niveau de salaire et une stabilité d'emploi tels, qu'ils ne présentent plus aucun intérêt pour leurs éventuels "bénéficiaires" : les logements qu'ils pourraient obtenir ne répondent plus ni à leurs besoins ni à leurs attentes. La reproduction de la **vecindad** dans les quartiers populaires périphériques déjà occupés, la cohabitation avec la famille ou la location des "cuartos redondos" (6) comme c'est le cas à Mexico et à Santiago du Chili, constituent, en fait, les seules solutions envisageables. Les villes latino-américaines tendent bien à devenir d'énormes **vecindades** marquées, entre autres, par une très forte densité de population et une pénurie de services. Les politiques financières anticrise utilisent principalement des mécanismes tels que la "rentabilisation", "l'autofinancement" et l'élimination des subventions aux services rendus par l'Etat, ce qui se traduit inévitablement par une hausse des prix des transports publics, de l'énergie électrique, de l'eau potable, du ramassage des ordures, etc. Cette situation conjuguée avec la diminution draconienne des revenus et au chômage entraîne une moindre consommation de ces services essentiels à la reproduction de la force de travail active ou en réserve, et par conséquent, une baisse de qualité de l'habitat. Mentionnons également la réduction des "investissements" publics en matière d'infrastructures et services sociaux (voirie, transports, santé, éducation, loisirs, etc.) et la diminution des installations de réseaux d'eau, d'écoulements, ou d'énergie électrique.

(6) "Cuartos redondos" : logements constitués par une seule pièce.

Toutes ces mesures visent à restreindre le déficit fiscal, à libérer des fonds pour payer la dette extérieure et à réorienter le budget vers les Conditions Générales de Production et d'Echange. Il s'agit donc de stimuler le redressement des entreprises, ou tout simplement, de subventionner les chefs d'entreprise en leur réduisant les coûts de ces services. Il s'agit en fait d'un transfert de revenus des consommateurs familiaux aux entreprises. Certains gouvernements essayent de justifier ces politiques impopulaires en prétextant que "la vie chère désamorçera les migrations vers les grandes villes". Ils feignent d'ignorer la situation ou cachent leurs véritables objectifs. Les tenants de ces politiques présentent les subventions comme étant à la base de tous les maux, en dissimulant l'origine des fonds qui y sont investis (imposition sociale qui n'est pas sujette à la loi du profit ni à celle de la rentabilité et leur caractère constitutif du salaire ouvrier, remis sous forme indirecte ou différée).

Les gouvernements des grandes villes latino-américaines sont parmi les grands débiteurs de la banque transnationale. A l'époque du crédit facile et bon marché, ils contractèrent des dettes énormes pour financer les travaux publics, ouvertement destinés à satisfaire les besoins du grand capital industriel, commercial et financier ainsi que ceux des bourgeois dans les quartiers résidentiels. Ils utilisèrent ces emprunts pour effectuer des réalisations de prestige, symbole du pouvoir d'Etat, pour moderniser leurs corps répressifs, et bien souvent, pour alimenter la corruption des bureaucrates. Aujourd'hui, la situation a changé et l'on assiste à une socialisation des coûts qui se traduit par une augmentation des impôts ou, ce qui est pire, par la suspension des travaux indispensables à la vie quotidienne du plus grand nombre.

La protection de l'environnement (ramassage, traitement et dépôts des déchets solides et liquides, reboisement, contrôle des émanations de gaz industriels et automobiles, etc.) est l'une des activités les plus affectées. En période de crise, l'ensemble de la bourgeoisie, et plus particulièrement les bourgeoisies industrielles et immobilières essaient de maintenir leur taux de profit entraînant une déprédation généralisée de la nature. Les classes populaires, face à leur manque de revenus et à la carence absolue d'actions gouvernementales, polluent rapidement leur habitat et

est une marchandise de luxe. Réprimés sexuellement et poursuivis par la police, ils se réfugient dans la consommation de drogues - marijuana, acide, inhalations d'essence et de dissolvants, excitants divers - dont le trafic a fait apparaître une sorte de "bourgeoisie de la misère" puissante au Pérou, en Bolivie, en Colombie, au Mexique et dans les Caraïbes. On assiste également à une augmentation de l'alcoolisme, encouragé par les grands producteurs, les commerçants, les publicistes transnationaux et locaux et les gouvernements qui produisent dans certains pays des boissons alcooliques dont la vente constitue une part importante de leurs revenus fiscaux. Le quartier, le pâté de maison, les **vecindades** deviennent le territoire exclusif et fermé des bandes de jeunes, à partir duquel toute agression contre le reste de la communauté est possible. Cette attitude antidémocratique s'oppose souvent à la lutte défensive, démocratique et revendicative des mouvements de quartier, menée par les habitants et les locataires, dans un contexte où la conscience politique démocratique, anti-impérialiste et anticapitaliste est faible.

La crise a eu un seul effet involontairement positif : la réduction du taux d'expansion des véhicules privés. En plus de leur très forte consommation énergétique, ceux-ci polluent, gênent la circulation des transports publics, occupent une place importante sur la voirie, paralysent la circulation des piétons et causent des milliers de morts chaque année. Les revenus réels des classes moyennes (employés de bureau, cadres, petite bourgeoisie) ont considérablement diminué, tandis que le prix des voitures (exclusivement produites par des entreprises transnationales) a augmenté de manière vertigineuse. La conjugaison de ces deux facteurs a entraîné une chute des ventes et une stabilisation des répercussions de l'usage de l'automobile sur la structure urbaine. Néanmoins, le manque de moyens pour développer les transports publics ou simplement les entretenir rendent illusoire le bénéfice que pourraient en tirer les travailleurs.

Le chômage massif, les conditions difficiles de survie, la sous-alimentation, la diminution des soins médicaux et de l'assistance sociale, les longues journées de travail dans des conditions extrêmement dangereuses, les lenteurs des déplacements, les moyens de transport polluant, l'absence de services dans les quartiers populaires et la pollution qui s'ensuit, altèrent

considérablement la force de travail en milieu urbain... si l'on y ajoute la destruction de la nature, la ville capitaliste semi-coloniale devient alors une machine de destruction massive des deux forces productives fondamentales : la nature et la force de travail.

La crise aggrave, peut-être de façon irréversible, les contradictions et les problèmes urbains que l'accumulation "sauvage" du capital a engendrés durant les six dernières décennies. Si ce processus n'est pas enrayé par une force sociale révolutionnaire, capable de changer en profondeur la société et la ville qui en est l'expression et le support, la reprise de l'accumulation capitaliste dans les conditions fixées par les politiques d'austérité bourgeoise et impérialiste rendront ces contradictions structurelles et permanentes. Les villes de nos pays se rapprocheront peu à peu de la barbarie, sur toile de fond d'un luxe somptueux dont bénéficiera la bourgeoisie nationale et impérialiste.

II. LA LUTTE DES TRAVAILLEURS CONTRE L'AUSTERITE ET LES CARENCES URBAINES

Les répercussions de la crise et des politiques d'austérité ont provoqué d'importantes protestations de la part de la bourgeoisie réformiste qui s'exprime politiquement au sein des organisations et des partis libéraux radicaux, populistes, réformistes bourgeois et sociaux-démocrates. Des protestations émanent également des différentes organisations de gauche, du syndicalisme indépendant et du syndicalisme de classe, des mouvements écologistes, féministes et étudiants, des minorités ethniques, des organisations paysannes, des **colonos** et de locataires pauvres.

Au Brésil, à Saint Domingue et à la Jamaïque, les masses paysannes, appauvries et affamées ont pris la rue d'assaut à diverses reprises, pillant les commerces et luttant ouvertement contre les appareils répressifs. En Bolivie, les ouvriers héroïques, protagonistes de tant de luttes, ont réussi à imposer à leur gouvernement de front populaire le moratoire du paiement de la dette extérieure et l'abandon des mesures impopulaires d'austérité. Les syndicats équatoriens, brésiliens et colombiens

ont organisé, à des degrés divers, des grèves et des journées de protestations qu'ils ont baptisées de leur sang. Au Chili, en Argentine, au Brésil et en Uruguay, le prolétariat a obtenu des résultats démocratiques indéniables dans sa lutte contre les régimes dictatoriaux qui lui ont imposé, pendant plus de dix ans, les politiques d'austérité les plus féroces. En Amérique Centrale, le brasier de la révolution lutte non seulement contre l'austérité bourgeoise mais vise également la transformation plus ou moins radicale du système politique et économique en vigueur. D'autres pays connaissent une stabilité politique relative grâce au contrôle exercé par la bourgeoisie ou l'Etat sur la classe ouvrière et paysanne. La tension sociale y est cependant latente et menace d'exploser. Certaines composantes de la bourgeoisie et de la technocratie sont bien conscientes de cette situation mais se heurtent à l'obstination et à la domination des gouvernements et de l'impérialisme "reaganien". Ce dernier est devenu le gendarme de l'univers et considère l'Amérique Latine comme une arrière-cour qui n'a aucun droit sur son autodétermination.

Les bourgeoisies brésilienne, uruguayenne, argentine et bolivienne, qui ont bénéficié durant des années d'un essor économique reposant sur la répression la plus brutale et la castration des formes naturelles de défense des exploités, ont bien senti le danger : guidées par la lucidité et par le désir de conserver leurs nombreux intérêts économiques, elles ont su porter le mécontentement populaire sur le terrain politique purement démocratique. Elles ont renvoyé les militaires à l'arrière-garde (jusqu'à ce que l'affrontement social exige à nouveau leur présence), et les ont remplacés, aux dépens des travailleurs et de leurs luttes, par des groupes politiques bourgeois radicaux, réformistes ou conservateurs auparavant évincés du pouvoir. Elles ont même permis des manifestations de front populaire, parvenant ainsi à désactiver temporairement la bombe et à démobiliser les masses. Notons que le réformisme ouvrier, politique et syndical a joué ici un rôle qui est loin d'être négligeable. Cependant, la persistance de la crise et les politiques d'austérité qui s'ensuivent peuvent affaiblir de nouveau ces gouvernements et remettre à l'ordre du jour la question du pouvoir en Amérique Latine. La contradiction fondamentale vient du fait qu'il n'existe pas de direction politique solide et cohérente des masses populaires.

Issus des carences et des contradictions urbaines, les mouvements de quartier -colonos et locataires pauvres- semblent offrir une alternative de lutte au contrôle fermé du syndicalisme de classe. Consolidés et centralisés dans des pays comme le Mexique, le Pérou ou le Chili, sous la forme de coordinations ou de fédérations, ils jouent un rôle important. Ils sont pourtant limités et traversés par des contradictions internes et n'entretiennent que peu de liens organiques avec le mouvement ouvrier et les forces politiques prolétaires (7). Les femmes qui travaillent ont pu s'y insérer et rompre ainsi avec l'oppression et l'inégalité imposée par les machos latino-américains. La grande potentialité de ces mouvements vient de leur caractère plébéen qui les relie objectivement aux luttes démocratiques et anticapitalistes du prolétariat. Leur faiblesse vient du caractère matériel de leurs revendications, de la marginalisation du poids des contradictions sociales dans lesquelles ils évoluent, de la capacité de l'Etat à les manipuler au moyen de concessions à bon marché, de leur isolement corporatiste par rapport aux autres mouvements populaires et surtout ouvriers, de l'instabilité de leurs organisations et de l'influence de l'avant-garde populiste dans le choix des orientations politiques.

Les mouvements écologistes et féministes ont connu un développement plus ou moins significatif dans certains pays. Leurs revendications concernent directement le rapport nature/société et les problèmes urbains. Ces mouvements sont encore dominés par la petite bourgeoisie démocratique et réformatrice qui n'assume pas le caractère de classe de sa lutte, qui n'identifie pas les origines sociales et économiques des problèmes qu'elle affronte mais les perçoit seulement comme des défauts, des désordres de la société, et non comme la logique inévitable du développement capitaliste semi-colonial et dépendant. Ces mouvements maintiennent la pluralité des classes en tant que principe organisateur et idéologique. Cette contradiction éclaterait si la dynamique sociale et politique mettaient au premier plan la transformation radicale de la société. Elle ferait une entaille profonde au pluralisme, en introduisant des différences

(7) Voir Pradilla Cobos Emilio, Mitos y Realidades de los llamados movimientos sociales urbanos. Universidad Autónoma Metropolitana, Xochimilco, México D.F., Mexique, 1981, (photocopie).

idéologiques et politiques au sein des mouvements qui le constituent.

Déchirée par des processus économiques, politiques et idéologiques qui s'opposent et marquée par de profondes contradictions prêtes à éclater, l'Amérique Latine traverse une période critique de son histoire. Son avenir, surtout celui de ses masses laborieuses, dépendra étroitement du dénouement de cette situation. Dans ce cadre, le peuple nicaraguayen joue un rôle fondamental puisqu'il doit affronter la réaction bourgeoise latino-américaine, la contre-révolution et l'intervention manifeste et cynique de l'impérialisme américain, tout en écoutant les sirènes de la social-démocratie internationale et des libéraux réformistes du monde entier.

C'est dans ce petit pays, nombril de l'Amérique, que se livre l'une des batailles les plus significatives de notre histoire, dont le dénouement marquera profondément le destin des peuples latino-américains. Le peuple nicaraguayen, ses travailleurs, ses **colonos** et ses locataires pauvres comptent et doivent compter sur notre soutien inconditionnel.